taire, en remplacement du général Bourbaki, prenait possession de son poste. Il aurait eu besoin de beaucoup de temps pour compléter ses papiers, pour discipliner ses soldats et pour assurer ses approvisionnements; mais le temps, parmi toutes les choses essentielles qui lui faisaient défaut, était encore celle qui lui manquait le plus. Il se dévoua à la réorganisation des corps qui avaient combattu à Villers-Bretonneux avec un ardeur et une habileté auxquelles l'honorable M. de Pioger s'est complu à rendre hommage. Dès le 8 décembre, le général était en état de se porter en avant. Son plan consistait à faire évacuer Amiens, à s'emparer de la ligne de la Somme et à marcher sur Beauvais d'où il menacerait l'armée allemande d'investissement. Le commandant en chef de l'armée du Nord établit ses troupes sur la rive droite de la Somme, adoptant pour ligne de bataille la vallée de l'Haloue, petit affluent qui se jette dans la Somme au-dessous de Corbie. L'armée du Nord resta inactive dans ses cantonnements de l'Haloue jusqu'au 20 décembre.

Le général Faidherbe profitait de ces quelques jours de répit pour compléter l'organisation de ses jeunes troupes, lorsque le 20 novembre les Prussiens attaquèrent les villages de Daours et de Pont-Neuf. Ces villages furent défendus avec succès pendant la plus grande partie de la journée. Mais dans la confusion amenée par les ténèbres d'une sombre nuit d'hiver, les Prussiens réussirent à y pénétrer et à s'y établir. Toutefois, ajoute l'honorable rapporteur, nos troupes n'étaient pas démoralisées; il n'y avait eu ni déroute, ni débandade; les généraux avaient pu les maintenir au bivouac par un froid de plus de 7 degrés: cruelle épreuve qui fut supportée avec une patience et une abnégation qu'on ne saurait trop admirer et qui font autant d'honneur à ces jeunes soldats que leur fermeté devant le feu de l'ennemi.

Depuis le moral de l'armée du Nord était assez ébranlé pour qu'on ne pût tenter immédiatement une nouvelle bataille. D'ailleurs certains corps, les plus exposés, avaient beaucoup souffert. Un bataillon de fusiliers-marins, composé de 800 hommes, avait eu 160 hommes mis hors de combat. Il fallait tenir compte de ces circonstances. Le général Faidherbe ordonna de se retirer derrière la ligne de la Scarpe; il s'établit entre Douai et Arras, mollement poursuivi par les Prussiens, qui ne semblaient pas pressés de renouveler leurs attaques, et qui, d'ailleurs, attendaient de nouveaux renforts.

(Journal de Paris) LOUIS-JOLY.

M. Sarcy et l'œuvre de la Sainte-Enfance.

On se rappelle les odieuses accusations de M. Sarcy contre l'œuvre de la Sainte-Enfance. Nous nous en sommes occupés dans la correspondance parisienne du Progrès du Nord la note suivante: « Le XIX^e Siècle est assigné pour le 2 décembre devant la 8^e Chambre par l'abbé de Girardin, directeur de la Sainte-Enfance, à cause des articles de M. F. Sarcy sur le rachat des petits Chinois. » M. l'abbé de Girardin demande vingt-cinq mille francs de dommages-intérêts et l'insertion du jugement à intervenir dans plusieurs journaux. »

CHRONIQUE

Le bruit s'est répandu que la liste sénatoriale publiée le 22 par un journal du matin avait été communiquée par un membre du gouvernement. L'Agence Havas donne à cette nouvelle le démenti le plus formel. Le gouvernement est resté et restera absolument étranger à la préparation de la liste des sénateurs. Il a le droit de ne pas engager sa responsabilité dans des choix que l'Assemblée a désiré se réserver exclusivement.

Hier a eu lieu, à Bazailles, l'inauguration du monument élevé à la mémoire des soldats français tués dans le combat de Bazailles. Le monument s'élève au centre de la place principale de Bazailles. Il se compose d'un large piédestal, décoré de quatre frontons dans le tympan desquels sont sculptées des couronnes d'immortelles et des branches de chêne et de laurier. Au-dessus s'élève une pyramide sur laquelle se détachent un bouclier et une palme. Sur le piédestal on lit: « Monument élevé par souscription à la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats de l'infanterie de marine et du 12^e corps d'armée. » Du côté opposé: « La patrie à ses défenseurs. » Sur l'une des faces latérales, la liste des cinq officiers supérieurs, des huit capitaines, onze lieutenants et huit sous-lieutenants d'infanterie de marine tués à Bazailles, et sur l'autre la liste des vingt-sept habitants du village morts pendant les trois jours de l'incendie. La cérémonie a commencé à dix heures. On remarquait parmi les assistants: M. le général Gresley, représentant le ministre de la guerre, le lieutenant de vaisseau de Courty, aide-de-camp du ministre de la marine; les généraux comte de Pajol, de Labastide, Baroley; MM. Talot, maire de Sedan; Brafort, maire de Bazailles; de Montagnac, ancien député; Prosper de Beaumain; MM. de Rieu-court, préfet, et Albert Brun, sous-préfet de Sedan. La messe a été célébrée en plein air par Mgr Langénieux, archevêque de Reims. Après l'évangile, M. l'abbé Tournier, vicaire général, est monté en chaire et a fait un très-beau sermon. La messe terminée, d'autres discours ont été prononcés par M. le préfet et M. Philippoteaux, ancien dé-

puté. A la fin de la cérémonie, Mgr Langénieux a donné sa bénédiction pastorale à la foule, après lui avoir adressé quelques paroles très-patriotiques et très-chaudement.

A la suite de l'exposition des beaux-arts de Bruxelles, les artistes français dont les noms suivent ont été l'objet de diverses marques de distinction: MM. Gaillard et Goupil sont nommés chevaliers de l'ordre de Léopold; M. Bida est promu officier. Une médaille d'or est accordée à M. Falguière.

On dit dans la société parisienne, sur la foi d'un journal de l'Inde, que les diamants de l'ex-impératrice auraient été vendus au Maharajah de Puttiala.

La Serbie et le Monténégro ont signé un traité pour attaquer en commun la Turquie au printemps prochain. Cette nouvelle émanée d'une source certaine, démontre, combien la Russie et l'Autriche auront de peine à réaliser les intentions pacifiques dont elles font montre par la voie de tous leurs organes officiels.

Nous trouvons dans la revue militaire *Gazzani*, de Naples, un aveu duquel il résulte que l'Italie fait confectionner par la maison prussienne Krupp toute sa nouvelle artillerie. Il dépendrait donc de la Prusse d'empêcher l'Italie de s'approvisionner en canons. Pour que le gouvernement italien ait pu négliger de prendre des mesures contre une pareille éventualité, il faut qu'il soit bien assuré de l'alliance prussienne.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 21 novembre 1875.

Présidence de M. d'AUDIFFERT-PASQUIER.

A l'occasion du procès-verbal, M. Humbert rectifie une erreur matérielle qui s'est glissée dans la reproduction du texte de son amendement.

M. LOCKROY, porté comme s'étant abstenu de prendre part au scrutin, sur l'amendement Marcel Barthe, déclare avoir voté cet amendement. « Cette erreur », ajoute l'orateur, est pour moi inexplicable.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 736,226 fr. 92 c. applicable au chapitre 51. « Remise aux percepteurs, indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires. »

Sont adoptés sans débats les deux articles et l'ensemble de ce projet.

Député par le ministre des finances d'un projet portant demande d'un crédit de 750,000 fr. pour réparation de chemins vicinaux. Faisant allusion à la décision prise par la commission compétente en faveur de la proposition qui tend à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des sociétés en commandite, le ministre des finances déclare faire ses réserves expresses sur cette question.

L'ordre du jour appelle la suite de la 3^e délibération sur le projet de loi électorale.

L'Assemblée a adopté hier l'article 3.

L'article 4 porte que le vote a lieu au chef-lieu de la commune.

« Au lieu de: M. Guyot développe un amendement ainsi conçu: « Néanmoins chaque commune peut être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs. »

« Néanmoins chaque commune peut être divisée, par arrêté du préfet, sur Paris du conseil général ou de la commission départementale, en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs. »

L'amendement Guyot est rejeté.

L'article 4 est mis aux voix et adopté.

L'article 5 porte que les opérations du vote auront lieu conformément aux dispositions du décret organique et réglementaire du 2 février 1852 que le vote est secret.

M. DESLOIS demande, par voie d'amendement, la suppression du 2^e paragraphe portant que le bulletin de vote sera enfermé dans une enveloppe.

Nombre des votants, 702; Majorité absolue, 352; Pour, 321; Contre, 382.

Le deuxième paragraphe de l'article 5, n'est pas adopté. Le rejet de ce paragraphe implique l'adoption de l'amendement de M. Deslois.

M. RICARD, rapporteur, demande, au nom de la Commission, le maintien de ces premiers mots du second paragraphe de l'article 5: « Le vote est secret. »

La proposition de M. Ricard est mise aux voix et adoptée.

M. MARZÉLUX fait remarquer que l'Assemblée, puisqu'elle vient d'adopter en principe le secret du vote, doit adopter pareillement les moyens pratiques d'assurer ce secret.

L'orateur demande donc que l'Assemblée prenne en considération l'amendement suivant: « Afin d'assurer le secret du vote, chaque électeur remet son bulletin dans une enveloppe qui reste ouverte. Les enveloppes sont mises à la disposition des électeurs, ainsi que les cartes électorales. »

M. GOUSSIER croit que l'amendement de M. Malézieux est identique à l'amendement de M. Corne. En conséquence, il demande la question préalable sur l'amendement de M. Malézieux.

M. le président déclare qu'il croit devoir mettre aux voix l'amendement de M. Malézieux. Il ajoute qu'il se conformera en cela aux précédents. (Marques d'approbation à gauche.)

L'amendement de M. Malézieux est mis aux voix et n'est pas pris en considération.

M. LOCKROY défend un amendement ainsi conçu: « Tout nombre de droit de se faire représenter au bureau par un électeur qui prendra rang d'assesseur. »

M. LOCKROY dit, à l'appui de son amendement, que dans une commune du Midi on avait, lors de la vérification des dernières élections, composé le bureau à l'avance et qu'on n'avait fait en sorte de faire passer la loi que pour l'admettre la circulation des électeurs autour des tables de dépouillement. Comment se fait cette circulation dans plusieurs endroits? On fait circuler les électeurs d'abord au pas accéléré, ensuite au pas de course. (Hilarité à gauche.)

L'orateur cite plusieurs faits qui se sont passés dans la commune de Tonascon et qui ont eu pour résultat de tromper sur la majorité, qui était républicaine et qui, par suite de fraude, est devenue conservatrice. (Dénégations à droite.)

L'amendement de M. Lockroy, mis aux voix, n'est pas pris en considération.

Le 3^e paragraphe de l'art. 5 est mis aux voix et adopté, ainsi que l'ensemble de l'article 5.

M. LE VICOMTE d'ABOVILLE propose d'intercaler entre les numéros 5 et 6 les dispositions suivantes: « Chaque électeur primaire reçoit un nombre de bulletins de vote égal au nombre de personnes dont il a la charge légale comme chef de famille. Il représente sa femme, ses enfants mineurs, ceux dont il devient le tuteur ou le curateur. »

« Les filles majeures et les veuves peuvent se faire représenter par un électeur de la commune désigné par elles pour l'année entière, dans les mois qui suivent la confection de la liste électorale. »

« Tout électeur qui paie de 20 à 100 francs de contributions directes, reçoit un bulletin supplémentaire: deux, s'il paie de 100 à 200 fr., et ainsi de suite. »

« La carte de chaque électeur primaire porte la mention du nombre de bulletins de vote qu'il a le droit d'exprimer en vertu des deux articles précédents. Si ce nombre excède dix, l'électeur est de droit électeur du second degré et ne vote pas au premier. »

L'amendement d'Aboville est mis aux voix et rejeté.

L'article 6, porte: « Tout électeur est éligible, sans condition de cens, à l'âge de 25 ans accomplis. »

Cet article est maintenu.

L'article 7 porte: « Aucun militaire ou marin faisant partie des armées actives ou de la réserve ne pourra, quels que soient son grade ou ses fonctions, être élu membre de la chambre des députés. »

Cette disposition s'applique aux militaires et marins en disponibilité ou en non-activité, mais elle ne s'étend ni aux officiers placés dans la seconde section du cadre de l'état-major général, ni à ceux qui auraient été maintenus dans la première section comme ayant commandé en chef devant l'ennemi.

Elle ne s'applique pas à la réserve de l'armée active ni à l'armée territoriale.

M. du Temple demande que le commencement du premier paragraphe soit rédigé comme suit: « Les maréchaux et les amiraux, les officiers généraux et supérieurs des armées de terre et de mer et les officiers supérieurs de services militaires en disponibilité, ou s'ils ne sont pas dans cette situation demandant leur mise en disponibilité avant de se présenter aux électeurs, etc... »

L'amendement Dupleme est rejeté.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 7 est adopté.

M. le général Rossier propose de rédiger le paragraphe 2^e comme suit: « Cette disposition s'applique aux militaires et marins en disponibilité ou en non-activité mais elle ne s'étend ni aux officiers placés dans la seconde section du cadre de l'état-major général, ni à ceux qui, maintenus dans la première section, comme ayant commandé en chef, ont cessé d'être employés activement, ni aux officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension. »

L'orateur place son amendement sous les auspices de la commission et du gouvernement, qui l'acceptent.

Le paragraphe 2 est adopté avec l'addition proposée par le général Robert.

Le troisième paragraphe est adopté, ainsi que l'ensemble de l'article 7.

31 de la loi du 27 juillet 1872, administration de l'armée).

M. DE CISSAY appuie la mise à l'ordre du jour de ce dernier projet, M. Clapier la combat, et M. Gambetta demande qu'on le renvoie au conseil d'Etat pour être discuté devant la Chambre future.

M. DE KERBALY répond que ce projet a été élaboré avec toute la maturité nécessaire. L'Assemblée décide la mise à l'ordre du jour des trois projets.

La séance est levée.

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 20 novembre.

La séance d'hier n'autorise guère les feuilles radicales à chanter victoire comme elles le font et à célébrer la gloire de M. Tolain, qui a provoqué une interruption de M. Dufaure. La vérité est que MM. Marcel-Barthe, Ernest Picard et Tolain ont essayé de ressusciter le débat sur les candidatures officielles, et qu'ils ont échoué assez pitoyablement.

M. Dufaure s'est borné à signaler l'inconvénience des paroles de M. Tolain, et M. Buffet à déclarer qu'il n'avait rien à ajouter à ce qu'il avait dit précédemment; cependant, le ministre de l'intérieur s'est donné le malin plaisir de rappeler que M. Jules Simon s'était autrefois déclaré partisan des candidatures officielles; et celui-ci, ainsi mis en cause, a répondu qu'il n'avait pas changé d'avis.

On ne saurait dire si la discussion sera terminée aujourd'hui; ce n'est pas probable, car en admettant que l'article XIV soit l'objet d'un vote, l'heure à laquelle le résultat serait acquis ne permettrait plus d'examiner les autres articles du projet de loi; une quatrième séance sera vraisemblablement nécessaire.

Des renseignements tout contradictoires circulent sur l'époque de la défection des 75 sénateurs: selon les uns la majorité qui doit voter la loi électorale profiterait de cette première affirmation de sa force pour dresser une liste et la voter immédiatement; selon les autres l'Assemblée prendrait trois semaines de vacances et ne se réunirait que le 3 ou le 4 janvier pour procéder à l'élection sénatoriale, se donnant ainsi plus d'un mois de répit pour constituer un accord reconnu impossible en ce moment.

Quoi qu'il en soit, on prévoit que les élections générales ne sauraient être, en aucun cas, reculées au-delà du mois de mars.

On s'est occupé, ces jours derniers, de la légalité de ces réunions dites privées, dans lesquelles on traite des questions politiques et auxquelles assistent quelques milliers de personnes.

Le Journal de Paris, organe officiel du parti orléaniste, avait posé la question; il avait affecté de ne pas vouloir la résoudre, tout en accumulant les arguments contre les réunions. Le Journal des Débats lui a répondu que la loi devait être interprétée dans le sens le plus large.

Le Journal de Paris déclare qu'il n'est ni satisfait ni éclairé et qu'il préférerait connaître l'avis de M. le garde des sceaux. Il nous semble que l'avis de M. Dufaure est tout connu, puisque ces réunions politiques, dites privées, se reproduisent presque chaque jour.

Vous trouverez dans tous les journaux des comptes-rendus plus ou moins exacts du discours prononcé hier, au boulevard de Ménilmontant, par M. Paul de Cassagnac. La salle dans laquelle devait parler le rédacteur en chef du Pays ne contient que 2,000 places environ; or, il paraît que le nombre des lettres d'invitation était beaucoup plus considérable, car près de 2,000 personnes sont restées à la porte. On se bousculait bien un peu, et même beaucoup, mais je puis vous dire que la bousculade n'a pas amené la moindre querelle. Après une heure et demie d'attente, un des organisateurs de la réunion est venu dire à la foule que la salle était comble, puis les sergents de ville l'ont invitée à se disperser, ce qu'elle a fait sans protestations. Le succès de M. de Cassagnac a été très-grand; mais nous ne pouvons juger son discours avant d'en avoir vu la reproduction exacte.

L'Agence Havas adresse aux journaux du soir une note démentant l'origine gouvernementale attribuée à une liste de sénateurs publiée par le Figaro; cette note déclare que le gouvernement reste tout à fait étranger à l'élection sénatoriale.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Les représentants chargés d'arrêter les dernières conditions du nouveau traité de commerce entre la France et l'Italie se sont réunis plusieurs fois ces temps derniers en conférences plénières, sous la présidence de M. le duc Decazes.

Dans ces séances, qui ont eu lieu au quai d'Orsay, nos intérêts ont été défendus par MM. Ozenne, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce, Mourand, directeur des consulats et affaires commerciales au ministère des affaires étrangères, et Amédée, directeur général des douanes.

L'Italie a été représentée par le commandeur Nigra, ministre à Paris, le commandeur Luzzati et MM. Aerio et Malvano, fonctionnaires du ministère du commerce.

Toutes les difficultés, sauf quelques détails, paraissent aplanies et, comme nous l'avons dit, le nouveau traité de commerce ne tardera pas à être signé à Rome.

LETTRES MORTUAIRES ET D'OBITU. — Imprimé par Alfred Roboret. — Avis gratuit dans les deux éditions du Journal de Roubaix.

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

Conseil municipal de Roubaix

Séance du 24 novembre 1875

Présidence de M. L. WATTINE-WATTINE, (adjoint.)

Étaient présents: MM. L. Wattine-Wattine, Sorépel-Roussel, et Pierre Destombes, (adjoints).

MM. Deleporte-Bayari, Labbe-Copin, A. Sorépel, A. Famechon, A. Morel, C. Godefroy, F. Seney, Léon Foveau, Delcourt-Tiers, P. Soppel, A. Harinkouck, P. Parent, A. Tiers, Leclercq-Mulliez, Ch. Daudet, Hindré-Selosse, F. Ernoul.

Absents: MM. C. Descat (maire), J. Deragnacourt, C. Junker, Moïse Rogier, Pierre Flipo, C. Pollet, J.-B. Delplanque, E. Baas, (empêchés ou en voyage).

M. Pierre Parent donne communication des procès-verbaux des séances des 1^{er}, 8 et 15 octobre, les rédactions en sont approuvées.

Le Conseil approuve les modifications apportées par le Conseil d'Etat aux articles 17 et 18 du cahier des charges relatif aux tramways.

Le Secrétaire, P. PARENT.

La loi, depuis longtemps attendue, sur le traitement des greffiers de justice de paix, est promulguée au Journal officiel. Elle est ainsi conçue:

« Art. 1^{er}. — Le traitement des greffiers de justice de paix est élevé à deux cents francs (200 fr.) à partir du 1^{er} janvier 1886. »

« Art. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1877, il sera perçu, dans les greffes des justices de paix, un droit de un franc (1 fr.) en principal, pour l'inscription du rôle de chaque cause portée à l'audience, afin d'y recevoir jugement. »

« Il ne sera accordé aux greffiers de justice de paix aucune remise pour la perception de ce droit, qui sera effectuée conformément aux dispositions des articles 3, 4, 10 et 24 de la loi du 21 ventôse an VII. »

Une décision du ministre de la guerre porte que les fonctionnaires administratifs, préfets, sous-préfets, etc., nommés officiers de réserve ou de l'armée territoriale dans les conditions de la loi du 13 mars 1875 ne seront pas commissionnés à la suite, mais placés hors cadres, comme les agents du ministère des affaires étrangères résidant à l'étranger et qui sont pourvus des mêmes emplois.

Cette mesure a pour but d'éviter que les officiers de cette catégorie ne reçoivent des commissions de même libellé que les officiers de l'armée territoriale destinés au service d'état-major, lesquels ne sont pas disponibles au même degré pour le service militaire.

Mme la maréchale de Mac-Mahon vient d'adresser des remerciements à M. le président des Orphelins Illusoires, pour la participation de cette société aux œuvres organisées en faveur des inondés du Midi et le dernier envoi qu'elle vient de lui faire de la somme de 300 fr.

Samedi, une messe obituaire sera célébrée dans l'église paroissiale de Villers-Bretonneux (Somme), pour le repos des âmes des soldats et des mobiles du Nord morts des suites de la sanglante journée du 27 novembre 1870.

Des messes seront également dites dans la chapelle élevée sur le champ de bataille.

Nous avons rapporté le cas de cette fraudeuse de Roubaix, fameuse par vingt condamnations, à propos de l'arrestation de laquelle il y eut esclandre dans la Grand'Rue. L'agent qui procédait à l'arrestation eut un pouce maltraité, et dut momentanément lâcher sa prisonnière, se voyant aux prises avec cinq amis de la dame, désireux de la délivrer. La femme Leclercq, (c'est son nom), a été reprise et vient de se voir condamner, en correctionnelle, à quatre mois de prison. Deux de ses sauveurs, H. Leclercq et C. Cuvelier, subirent la même peine; les trois autres, Vermicelle, Prouvest et Henrion, ont été respectivement condamnés à deux mois, et quinze jours de prison, et tous à 16 francs d'amende.

Nous apprenons qu'un cours régulier d'écriture va être fait par M. Rassemont, professeur, à l'estaminet de la Telle d'Or, contour St-Martin. Ce cours, qui aura lieu les lundis, mardis, jeudis et vendredis de chaque semaine, de 7 heures à 10 heures du soir, sera inauguré le premier décembre.

Une jeune société, qui date de quelques mois seulement, l'Union chorale de Croix, donnait dimanche dernier, à ses membres honoraires, sa première soirée bachique.

Le Lecteur charmant, d'homme de Joret, a été élevé avec une chaleur et un brigandage d'une nouvelle société. Quelques jolies romances et duos chantés par les sociétaires ont été fort applaudis; il n'y a que des éloges à donner à MM. Dumez, Moreau, Dufermont, Barty et Deroubaix.

Deux morceaux avec accompagnement de violon et flûte, chantés par Contrier et accompagnés par MM. Deroubaix et Morel ont été fort réussis.

L'après-midi comique dans laquelle ont paru MM. Hurez, Lecomte, Bondry, Didoyer et Walnacq n'a pas été non plus la moins intéressante. L'éloge de M. Hodum, chef de la société, n'est plus à faire, son talent sur la clarinette est bien connu, et pour que la soirée de dimanche à laquelle il présidait fut en

tous points charmante il ne manquait qu'un piano et un accompagnateur. On s'est promis qu'à la prochaine soirée du même genre, on trouverait l'un et l'autre.

MARCHÉ AUX GRAINS DE LILLE DU 24 NOVEMBRE 1875.

Blés blancs: hectolitres amenés, 981; vendus, 920.

Blés maçaux: hectolitres amenés, 171; vendus, 171.

Prix des blés blancs, de 15 50 à 24 » l'hectol.

Prix des blés maçaux, de 17 75 à 20 75 l'hectol.

Vente assez lente. Prix maintenus. Remis en magasin, 61 hectol. de blés blancs et » de maçaux.

État-Civil de Roubaix

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES DU 20 novembre. — Théodore Devuyt, rue St-Louis, maison Lefebvre. — Florimond Gillon, rue de la Limite, maison Ledoux, 5. — Charles Leclercq, rue du Moulin, cour Dubois, 4. — Léon Chevalier, rue du Fort, 44. — Alfred Calonne, rue de Mouvaux, cour Frère, 41. — Zéna Bares, rue de la Vigne, 78. — Marie Ponthieu, rue de l'Époule, 77.

Du 23. — Adeline Couteau, rue de l'Hommelet, 170. — Marie Deltour, Grande-Rue, 78. — Noël Ruffin, rue des Angles, cour Delmotte. — Emile Collier, rue de l'Ouest. — Emile Dhalquin, rue de Lille, 37. — Théophile Nolle, au Hutin, maisons Couthiers. — Berthe Vanleysele, place du Trichon, 74. — Blanche Fuchs, rue des Fossés, 62. — Louis Seghers, au Fil, maison Opas.

DÉCLARATIONS DE DÉCÈS DU 23 novembre. — Christine Gillis, 1 an, rue Fidon, 3.

Du 23. — Clara Willems, 17 jours, rue d'Alma, cité Lefebvre, 5. — Anne Lecomte, 85 ans, ménagère, rue du Fort, 38. — Georges Vachet, 43 jours, rue Schœpael, 110. — Adèle Waller, 29 ans, couturière, rue de Courtrai, maison Dujardin. — Louis Debau-grandghien, 48 ans, contre-maître, Grande-Rue, maison Haimez, 23. — Adeline Couteau, 1 jour, rue de l'Hommelet, 170.

Mariages, du 20. — Alphonse Segard, 42 ans, ténor, et Sophie Deweer, 23 ans, soigneuse. — Jules Deweer, 26 ans, paquebotier, et Emérance Lambain, 26 ans, soigneuse. — Louis Degryse, 39 ans, fleur, et Stéphanie Dekazemacker, 30 ans, soigneuse. — Prosper Bouche, 28 ans, sergent de ville, et Clémentine Duhamel, 25 ans, fleur. — Hubert Bevos, 32 ans, mécanicien, et Henriette Deltour, 21 ans, ourdisseuse. — Théodore Lerouge, 26 ans ourdisseur, et Marie Deltour, 20 ans, piqurière. — Henri Baudart, 26 ans, peigneur, et Eugénie Carlier, 25 ans, repasseuse. — Louis Créteur, 23 ans, tissier, et Adèle Florin, 24 ans, 23 ans, tissier.

CONVOIS FUNÉBRES ET OBITS

Les amis et connaissances de la famille DELPORTE-BARENNE, qui par obit, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priés de se rendre à la maison de Monsieur DELPORTE, décédé à Roubaix, le 23 novembre 1875, dans sa 64^e année, sans prière de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir bien assister au convoi et service funèbres qui auront lieu le vendredi 26 novembre, à 9 heures, à l'église Sainte-Elisabeth. — L'Assemblée à la maison mortuaire, rue du Moulin-de-Roubaix, 107.

COURS PUBLIC DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE. — Vendredi 26 novembre, à 8 heures du soir. — Révision des cours de la semaine.

Faits divers

Le Frère Iride, supérieur général des Frères de la Doctrine chrétienne, est parti pour Rome en visitant quelques villes du Sud-Ouest, comme Pau et Toulouse, où il a autrefois exercé autrefois son saint apostolat comme simple disciple du vénérable de La Salle.

On écrit d'Épinal que, samedi dernier, dans l'après-midi, la nouvelle d'un affreux malheur se répandit en ville. Quatre ouvriers de l'usine Hartmann traversaient en bac, au-dessous du barrage, la Moselle énormément gonflée par les pluies; ils allaient prendre leur repas sur l'autre rive, accompagnés d'une jeune fille qui portait le dîner de son père. Vers le milieu du trajet, la violence des flots fit chavirer le bac et jeta dans l'eau tous les passagers.

Deux d'entre eux parvinrent à se sauver, mais les autres, Charles Remy, Victor Dreyer et Anna Mathieu périrent en quelques instants. Remy laisse une veuve et quatre enfants en bas-âge dans la misère. Dreyer, ayant pitié de la jeune Mathieu, la prit et la souleva quelque temps; malheureusement, les forces de ce brave garçon l'ayant abandonné, tous deux disparurent dans le gouffre.

Le Journal de Neufchâteau annonce que Gautier, le meurtrier de Beaubec-la-Rosière, a tenté de se suicider, à la raison d'arrêt, dans la nuit de dimanche à lundi, en se jettant une arête de bras. Grâce à la vigilance dont il est l'objet, il n'a pu mettre son projet à exécution.

On écrit de Berne, le 23 novembre: « Nous avons donné quelques renseignements relatifs aux procédés éhontés de certains hôteliers qui traitent les touristes comme des pigeons bous à plumer vivants. Voici un fait bien caractéristique à cet égard: »

Le propriétaire d'un hôtel de l'Oberland s'est fait compter 342 francs pour nourrir et héberger deux dames, deux messieurs et trois domestiques, pendant une demi-journée. Ce particulier prétend, pour sa défense, que ces voyageurs étaient le prince et la princesse héritière de Belgique. Cette raison singulière va engager l'autorité à faire une enquête. »

On écrit de Palerme à la Gazzetta d'Italia du 23: « Un vol très-considérable vient d'être commis à Palerme au préjudice du prince de Mirto. Il s'agit d'une somme de 4 millions en titres de rente au porteur. Le voleur est un valet de chambre du prince qui est parti, il y a un mois, sous prétexte de vouloir aller combattre avec les insurgés de l'Herzég